



SGT-CGT

Communiqué du Syndicat CGT Gardien.nes de Troupeaux de l'Isère

14 décembre 2025



LE PATRONAT AGRICOLE VEUT-IL VRAIMENT AMÉLIORER NOS CONDITIONS DE TRAVAIL ?

Des manquements graves de la part des employeurs

La saison d'alpage 2025 s'est achevée il y a quelques semaines et nous constatons que les manquements graves de la part de nos employeurs sont toujours légion :

- **temps de travail** : notre métier généralise le travail gratuit : des semaines de 70h payées 35 à 44h pour un simple poste, le repos hebdomadaire et la durée maximale du temps de travail non respectés.
- **salaires** : une grille de classification trop souvent ignorée et des salaires au rabais par rapport aux qualifications que nécessite notre profession.
- **logements** : souvent indignes et qui mettent en danger les salarié.es : 80 % des hébergements ne sont pas aux normes. D'après le CERPAM, en PACA, un hébergement sur deux ne dispose ni de douche, ni de WC !
- **sécurité** : de nombreux accidents du travail, parfois mortels et des salarié.es isolé.es.

Nous continuerons de dénoncer les réalités de notre métier. Il y a urgence à ce que les choses changent !

Des négociations nationales qui s'enlisent

Pourtant, depuis plus de 2 ans, nous avons obtenu l'ouverture de négociations nationales d'un accord spécifique pour les gardien.nes de troupeaux, dont les conditions de travail, d'emploi et d'accueil sont trop souvent en dehors de tout cadre légal. Or, la FNSEA n'a eu de cesse d'utiliser toutes les excuses fallacieuses pour ralentir les négociations. En octobre, la FNSEA et la FNO (Fédération Nationale Ovine) ont mis fin aux négociations par un simple mail. Elles ont décidé que finalement, après 3 ans de négociations, le national n'était pas le bon niveau pour négocier. Pourtant en Isère et en Savoie, les FDSEA ont elles aussi mis fin aux négociations départementales, car d'après elles... le département n'était pas le bon niveau pour négocier !

La CGT, de concert avec d'autres organisations syndicales (CGC, FO et CFTC), a obtenu le placement de ces négociations sous tutelle du Ministère de l'Agriculture.

Dans les territoires, le patronat agricole dévoile ses objectifs

Dans les Alpes du Nord, les FDSEA du 38 et du 73/74 refusent à présent de négocier au niveau départemental et imposent des discussions à l'échelle régionale. Dans ce nouveau format, le patronat agricole souhaite exclure des thèmes centraux tels que la classification des emplois — et donc des salaires, mais aussi, les conditions de travail, de santé et sécurité au travail, ou encore, le logement. Sur quels thèmes les représentants du patronat agricole acceptent-ils donc de discuter ?

Dans les Hautes Alpes, les patrons menacent de dénoncer les accords, et donc de s'asseoir sur le peu d'acquis déjà existants. Dans ce département, les représentants de la FDSEA répètent qu'un jour, « il n'y aura plus que des roumains et des tunisiens pour garder les bêtes ». C'est dire les attentes qu'ils ont auprès des travailleurs étrangers ! On ne peut pas s'habituer à ce chantage raciste qui sous-entend que pour un même travail, les étrangers n'ont pas les mêmes droits. Nos syndicats luttent pour que tous les salariés aient des conditions de travail dignes, nos tracts sont déjà traduits en roumain et nous sommes plus que jamais déterminés à nous serrer les coudes !

Tenir les négociations et maintenir le rapport de force

Et face à celles et ceux qui nous reprochent d'être « hors sol » et de « tuer le métier » nous affirmons au contraire que nous avons les pieds sur terre. Nos revendications, assises sur un cahier revendicatif de haut niveau, sont ancrées dans le réel des situations que nous vivons au travail. Des situations dont nous exigeons l'amélioration pour vivre dignement de ce métier.

Plus que jamais, quelques soient les atermoiements du patronat agricole, nous sommes déterminé.es à continuer la lutte. **Nous ne lâcherons rien !**